
L'appropriation corporative de la lutte des femmes : le maquillage lilas dans la performance des grandes ONG

De plus en plus de femmes s'identifient comme féministes à travers le monde. La croissance du féminisme ces dernières années s'est accompagnée d'une capture du mouvement par le capitalisme. En ce sens, le nombre d'entreprises et d'organisations transnationales telles que The Nature Conservancy (TNC), Conservation International (CI) et World Wide Fund for Nature (WWF), qui intègrent les discours d'« autonomisation » individuelle des femmes et de la diversité sexuelle dans leurs activités, a augmenté.

Il est de plus en plus courant que ces organisations se positionnent comme responsables de l'amélioration des conditions de vie des femmes, en leur donnant plus d'opportunités et de visibilité. Ainsi, ils lient la liberté des femmes au fait qu'elles occupent des positions de pouvoir dans la logique capitaliste. Le féminisme populaire suppose que l'émancipation des femmes ne sera jamais complète dans une société où le travail de la majorité de la population est accaparé par une minorité capitaliste ; les territoires d'usage collectif sont accaparés par des intérêts privés ; et une grande partie de la population est structurellement exploitée. Par conséquent, le féminisme doit être anticapitaliste, antiraciste et anticolonial pour vraiment servir d'outil à l'émancipation des femmes. Nous croyons au féminisme qui mise sur l'auto-organisation populaire et construit des alliances avec d'autres sujets en difficulté, marchant ensemble vers un horizon de transformation.

Le capitalisme « coloré » des entreprises transnationales et des ONG, en revanche, ne donne pas de vraies réponses au problème de l'exploitation des femmes et des peuples à travers le monde, et ne fait que continuer à étendre l'exploitation du travail et l'incorporation de la nature dans son processus d'accumulation. Ils augmentent même leurs profits en se basant sur l'exploitation du travail des femmes sans droits. Ce processus d'appropriation du féminisme est connu sous le nom de « maquillage lilas » : une stratégie d'appropriation des luttes qui sert à améliorer l'image des entreprises auprès du grand public, tout en stimulant un processus de marchandisation et de neutralisation de la critique féministe du système.

Ce « néolibéralisme multiculturel à « visage humain » est un type de stratégie où les États et les agences internationales ont incorporé des organisations féministes professionnalisées pour intégrer la dimension de genre dans leurs programmes (1). De ce processus découlent, par exemple, des « politiques d'égalité de genre », des documents que possèdent toutes les grandes organisations de conservation, pleines de bonnes intentions mais dépourvues d'engagement politique réel. C'est une façon astucieuse de dépolitiser les conflits et de réduire la critique du capitalisme patriarcal à une remise en question du « machisme » présent dans les comportements individuels dans les organisations, supprimant le caractère systémique de l'oppression (2). Dans cette logique, la (soi-disant) solution à l'inégalité de genre est présente dans ces entreprises au moyen de ses projets « sociaux ». C'est-à-dire que les investissements dans les « programmes de genre » ont, après tout, comme toujours, l'intention d'agir positivement au profit des entreprises par le nettoyage de leur image (3).

Par exemple, la société pétrolière Chevron, l'un des plus grands transgresseurs des droits des

peuples autochtones dans le monde, s'est associée à un fonds féministe au Brésil, le fonds ELAS, pour le développement de projets d'entrepreneuriat économique avec des femmes des communautés locales (4). Cette dynamique de financement corporatif des actions féministes est un piège. Ce sont des stratégies qui renforcent deux types de discours trompeurs. La première est qu'il n'y a pas d'alternative en dehors de la logique commerciale, et qu'agir stratégiquement dans ces partenariats pourrait changer le comportement des entreprises. Un autre argument est qu'il est préférable pour les entreprises d'investir dans les femmes plutôt que de continuer à suivre la même logique consistant à n'avoir que des dirigeants masculins. Ce sont des raisonnements porteurs d'espoir par rapport à la performance des entreprises et des grandes organisations transnationales. Les violations systématiques des droits des communautés à travers le monde nous rappellent cependant qu'il n'y a pas de place pour la naïveté face à la performance de ces acteurs. L'objectif d'étendre l'autonomie des femmes et des communautés sur leurs territoires corporels est toujours incompatible avec la logique intrinsèque de toute société capitaliste, c'est-à-dire de chercher continuellement à étendre son contrôle sur les « ressources naturelles » et sur le travail des autres.

Les « politiques genre » des grandes ONG

Nous avons déjà parlé dans des bulletins WRM précédents de la façon dont les grandes ONG de conservation se comportent, dans leur pratique, comme des entreprises (5). Ce n'est pas différent dans le cas du dit maquillage lilas. À l'instar des sociétés transnationales, les grandes organisations non gouvernementales misent de plus en plus sur la vente d'une image féministe au monde.

Cette tendance peut être observée dans les grandes ONG de conservation telles que The Nature Conservancy (TNC), Conservation International (CI) et World Wide Fund for Nature (WWF). Cela se produit également dans les petites organisations, telles que Solidaridad Internacional.

Toutes ces organisations ont leurs propres « politiques de genre », des documents où elles consignent leurs engagements supposés en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes. Conservation International, par exemple, affirme qu'elle renforce l'égalité des sexes en orientant les avantages des projets de manière égale pour les hommes et les femmes, en augmentant l'accès des femmes aux ressources et leur contrôle sur celles-ci, et en promouvant les femmes à des rôles de leadership. L'une des études de l'organisation sur une aire protégée aux Philippines indique que « les initiatives de conservation ne sont pas suffisamment consacrées à garantir les droits des femmes à participer et à bénéficier des programmes, politiques et projets de conservation ». (6) L'organisation a également créé un programme pour soutenir les femmes leaders autochtones des pays amazoniens, dans le but de « promouvoir les idées et les actions des femmes autochtones pour conserver l'Amazonie et maintenir la stabilité climatique ». (7)

Cependant, lorsque nous analysons les actions de Conservation International dans les territoires, nous constatons que leur conduite ne va pas dans le sens du renforcement des communautés dans le respect de leurs pratiques et de leurs connaissances. L'organisation a déjà été accusée par l'Association des peuples amérindiens (APA) de ne pas respecter les droits territoriaux avec les peuples autochtones du Guyana, pour avoir participé à la création d'une zone sous protection dans le sud du pays sans consulter les peuples de la région. (8) Un cas plus récent au Pérou montre qu'un projet mené par Conservation International est présenté comme une réussite, mais il a conduit à des expulsions forcées, à la perte de moyens de subsistance, à la destruction d'environ des dizaines de maisons (la plupart le jour de la fête des mères) et à d'autres impacts sur les communautés. (9) Comment serait-il possible de soutenir les organisations locales de femmes et de prendre des mesures « féministes » sans ni même respecter l'autodétermination des peuples sur leur territoire ?

Pour prendre un autre exemple, The Nature Conservancy a lancé son initiative « Women in Climate », qui vise à rassembler des femmes leaders dans les efforts de lutte contre le changement climatique. (10) La page d'initiative commence par un discours sur l'importance de la participation politique des femmes et l'insertion des femmes de toutes orientations sexuelles, affirmant une position « féministe ». Cependant, lorsque nous arrivons au plan stratégique du programme, nous voyons que la perspective est de faire des affaires comme toujours : la base, ce sont objectifs de l'Agenda 2030 – un échec majeur du système des Nations Unies (11) – et renforce l'importance des solutions dites basées sur la nature: le nouveau nom pour la marchandisation et la financiarisation de la nature et des biens communs.(12)

Le travail des ONG peut également aller dans le sens de la fabrication d'un "maquillage lilas" sur l'agro-industrie. C'est le cas, par exemple, d'un projet de l'ONG Solidaridad, d'origine néerlandaise, qui œuvre pour assurer la traçabilité et la production de bas carbone du soja au Brésil. En outre, elle se soucie d'assurer la « participation des femmes » à l'agro-industrie.

L'une des initiatives que l'ONG soutient est la production de la ferme Fazenda Laruna, dirigée par la productrice rurale Claudia Liciane Sulzbach, située à Balsas, dans le Maranhão. Fazenda Laruna dispose d'une surface de production de 1100 hectares dédiée à la culture des céréales : soja, maïs et haricots. Dans un entretien, la productrice renforce qu'elle est très soucieuse des « bonnes pratiques » de production, de la certification socio-environnementale et de l'affirmation de la « force des femmes edans le secteur de l'agriculture ». C'est un exemple très éclairant de la combinaison du « maquillage vert » de l'agro-business avec le « maquillage lilas », qui est censé promouvoir « l'autonomisation des femmes ». Ce n'est pas un type d'initiative isolé, étant donné qu'il y a au Brésil chaque année l'événement « Congrès national des femmes de l'agro » où des entrepreneurs comme Cláudia prennent de l'importance en racontant leurs histoires.

En pratique, nous savons que la production de soja est l'une des principales causes de conflits socio-environnementaux dans le Maranhão, et que la production de « soja durable » et à faible carbone n'est rien de plus qu'un conte de fées. (13) Ce type d'agriculture « intelligente face au climat » perpétue les mêmes injustices que l'agro-affaire « classique », en maintenant la répartition injuste des terres au Brésil, les inégalités socio-économiques et le pouvoir des sociétés transnationales.

Les expériences des femmes « à succès » de l'agro-affaire sont de grandes exceptions et n'ont rien à voir avec l'expérience des millions de femmes paysannes, travailleuses rurales, pour la plupart noires, qui n'ont pas accès à la terre et se battent sans cesse pour leur droit à la terre et contre les monocultures de soja de l'agroaffaire. (14)

Alors que les soi-disant « femmes qui réussissent » se promeuvent en plus de ces initiatives, l'écrasante majorité des femmes continuent de souffrir des impacts de la destruction de la nature et de l'exploitation du travail dans les territoires. Ou, comme le dit Tica Moreno, les actions des entreprises « visent à percer le « plafond de verre », tandis que la grande majorité des femmes sont de plus en plus piégées sur des sols collants, qui ressemblent davantage à des sables mouvants » (15).

Natália Lobo – Organisation féministe Sempreviva (SOF)

(1) ALVAREZ, Sonia. Néolibéralismes et trajectoires du féminisme latino-américain. In : MORENO, Renata (Org.). Féminisme, économie et politique : débats pour la construction de l'égalité et de l'autonomie des femmes. São Paulo : SOF, 2014.

(2) FARIA, Nalu.—. Défis féministes face à l'offensive néolibérale. Caderno Sempreviva. São Paulo :

SOF, 2019.

(3) MILLER, Julia ; ARUTYUNOVA, Angelika ; CLARK, Cindy. Acteurs nouveaux, dinero nuevo, dialogues nuevos – un mapao de las iniciativas recientes para las mujeres y las niñas. Toronto : Awid, 2013.

(4) Idem

(5)

<https://www.wrm.org.uy/pt/artigos-do-boletim/alem-das-florestas-ongs-conservacionistas-se-transformam-em-empresas>

(6)

https://www.conservation.org/docs/default-source/publication-pdfs/tabangay-westerman---policy-matters-issue-20.pdf?sfvrsn=1c03f4f4_3

(7)

<https://www.conservation.org/about/fellowships/women-fellowship-opportunity-for-indigenous-women-leaders-in-environmental-solutions-in-the-amazon>

(8) <https://www.wrm.org.uy/pt/node/13339>

(9)

<https://www.theguardian.com/environment/2023/jan/18/forest-communities-alto-mayo-peru-carbon-offsetting-aoe>

(10) <https://www.nature.org/en-us/what-we-do/our-priorities/tackle-climate-change/climate-change-stories/women-on-climate/>

(11) <https://www.wrm.org.uy/pt/artigos-do-boletim/a-agenda-das-grandes-ongs-de-conservacao-em-tempos-de-crise>

(12) <https://www.wrm.org.uy/pt/declaracoes/declaracao-nao-as-solucoes-baseadas-na-natureza>

(13) <https://www.brasildefato.com.br/2023/12/06/soja-sustentavel-avanca-no-maranhao-para-pesquisadores-conceito-e-conto-de-fadas>

(14) <https://www.miqcb.org/post/empres%C3%A1rios-da-soja-usam-corrent%C3%A3o-para-desmatar-territ%C3%B3rio-quilombola-no-cerrado-maranhense>

(15) MORENO, Tica. Pièges du pouvoir corporatif : maquillage lilas et marchandisation des luttes. In : MORENO, Renata (Org.). [Critique féministe du pouvoir des entreprises](#). São Paulo : Sof Sempreviva Organização Feminista, 2020. p. 130-154.